

Petite puissance européenne et géant du Golfe. L'historiographie des relations belgo-iraniennes à l'époque contemporaine

Sacha Habibi, Université de Liège

Que peuvent bien partager la Belgique et l'Iran ? Les deux pays n'ont jamais entretenu de relations coloniales et aucune autre forme de rapports particuliers ne semble à priori les lier. Pourtant, lorsque l'on s'y intéresse de plus près, on constate que des rapprochements ont été opérés entre la fin du 19^e et le début du 20^e siècle, tant des points de vue diplomatique et commercial que social. Loin d'un catalogue de la littérature parue sur le sujet, nous proposons ici un bilan de l'historiographie belge qui aboutit à ce constat : en Belgique, l'étude des relations belgo-iraniennes a été délaissée pour la période qui suit la Révolution de 1978-1979.

La politique étrangère de la Belgique à la fin du 19^e siècle

Sous le règne de Léopold II, la Belgique cherche à étendre son influence économique en Afrique et en Asie. Si le cas du Congo, qui deviendra finalement une colonie, reste le plus connu, des campagnes sont également menées dans d'autres pays comme la Perse (nom porté par l'Iran jusqu'au milieu des années 1930). En fait, la Belgique fait partie des premières puissances occidentales à s'implanter économiquement dans le pays : en 1887, la SA des Tramways et Chemins de Fer en Perse est fondée à Bruxelles par un groupe d'actionnaires au premier rang desquels l'homme d'affaires belge Edouard Otlet. Un an plus tard, une première ligne de chemins de fer reliant Téhéran à Shah-Abdol-Azim est inaugurée. Aux yeux de plusieurs entrepreneurs et hommes politiques, la Perse constitue alors un débouché prometteur pour leurs entreprises. Aussi le gouvernement finit-il par nommer, après quelques hésitations, un diplomate à Téhéran : le baron Maximilien d'Erp. Entre 1890 et 1895, diverses sociétés d'import-export belges s'implantent en Perse.

Au milieu des années 1970, l'historien néolouvaniste Michel Dumoulin, alors aspirant au FNRS, publie un article sur les débuts de cette implantation belge en Perse¹. Partant du constat que les connaissances sur ce dossier sont lacunaires, il lui consacre quelques pages. Sa conclusion est celle d'un échec financier, dont il identifie les causes dans la rivalité entre Britanniques et Russes, la situation économique et sociale de la Perse, mais également dans des facteurs internes comme la méconnaissance du terrain par les entrepreneurs et le manque de cohésion de la politique étrangère belge.

Une petite dizaine d'années plus tard, André Lederer publie dans un périodique de l'Académie royale des sciences d'outre-mer une étude qui porte plus spécifiquement sur la construction du chemin de fer². Ses conclusions convergent avec celles de Dumoulin : la débâcle financière de ce projet serait due à la confiance excessive du baron d'Erp, à la naïveté d'Otlet et à la ruse de quelques personnalités russes, aux mains desquelles la société tombera finalement. Enfin, deux ans plus tard, l'iranologue Annette Destrée apporte également sa contribution sur l'implantation des premières entreprises belges en pointant plus particulièrement du doigt l'ignorance des entrepreneurs et l'excès de zèle du baron d'Erp, trop enthousiaste vis-à-vis des opportunités commerciales offertes par la Perse³.

En parallèle, la Belgique envoie des fonctionnaires dans le pays pour y aider à réformer l'administration. En effet, la Perse est alors plongée dans un marasme financier et cherche à moderniser son administration. C'est ainsi qu'à partir de 1898, des auxiliaires belges y sont envoyés pour réformer les douanes, puis plus tard la poste, le trésor et d'autres secteurs ; les derniers d'entre eux ne quitteront le pays qu'au début de la Seconde Guerre mondiale. Évidemment, cette mission d'assistance n'est pas sans lien avec la volonté d'implantation économique belge en Perse.



Fonctionnaires belges (arborant des couvre-chefs noirs) et persans entourant le ministre des Finances Ghavam es-Saltaneh à l'occasion de la fête de Nowruz, le 21 mars 1913 (Le Vif/L'Express, 11 octobre 2018) © DR.

Les travaux sur le sujet ne sont guère nombreux. En 1976, l'iranologue belge Annette Destrée publie une enquête sur les premières années de travail de ces fonctionnaires dans la collection *Acta Iranica* (fondée par la monarchie iranienne à l'occasion des 2500 ans de l'Empire perse)⁴. Très fouillée, cette étude fait état, chiffres à l'appui, de l'œuvre des fonctionnaires belges en Perse sous les directions de Joseph Naus (1898-1907) et de Joseph Mornard (1907-1914). Malheureusement, elle vire parfois à l'apologie, l'auteure cherchant à démontrer que ces derniers « ont réussi à donner à la Perse la notion, inconnue là-bas, de ce que doit être une administration⁵. » Vingt ans plus tard, l'historien néerlandophone Eric Laureys prolonge l'étude de Destrée jusqu'au terme de la période⁶. Dans cette analyse aux multiples facettes, l'auteur évite habilement l'écueil de l'eurocentrisme comme celui de l'hyper-scepticisme. Il démontre ainsi que la mission belge en Perse est assimilable à une forme d'impérialisme, puisque ses objectifs initiaux tiennent à la fois à une volonté d'expansion économique et d'accroissement du prestige international du pays ainsi qu'à une mission civilisatrice auto-attribuée, mais qu'il est vrai que les acteurs sur le terrain n'étaient probablement pas toujours conscients de ces enjeux et que l'efficacité de leur travail est indéniable.

Si des Belges se rendent alors en Perse, des Perses se rendent également parfois en Belgique,

bien que plus rarement. Deux *ch?h* successifs de la dynastie des Qadjars y réalisent ainsi des visites : Naser al-Din (régnant de 1848 à 1896) et Mozaffar al-Din (régnant de 1896 à 1907). Dans des mélanges offerts à Wojciech Skalmowski, iranologue polonais expatrié en Belgique, l'un de ses anciens étudiants publie un résumé de son travail de fin d'études sur le premier séjour de Naser al-Din en Belgique⁷. En se basant à la fois sur des sources belges et persanes, il parvient à la conclusion que ce voyage n'a pas rencontré ses objectifs initiaux, à savoir l'introduction de réformes d'inspiration occidentale en Perse. De même, il n'aura pas eu d'influence substantielle sur les relations du pays avec la Belgique, qui ne se renforceront vraiment qu'au tournant de la décennie 1890.

Entre la fin du 19e siècle et le début du 20e siècle, la Belgique entretient donc des relations diplomatiques relativement privilégiées avec la Perse dans le but de s'implanter économiquement dans le pays. Du côté persan, c'est plutôt la volonté de se moderniser au contact d'un pays considéré comme un exemple qui motive ces relations. L'historiographie belge sur le sujet a surtout tenté d'évaluer les réussites et échecs de ces projets, dans une optique d'histoire essentiellement économique.

La Révolution iranienne

L'année 1941, qui voit le souverain iranien être renversé par une opération occidentale au profit de son fils, marque la toute fin de la présence des fonctionnaires belges en Iran. La littérature sur la période qui suit est donc relativement discrète. Cependant, la seconde moitié du 20e siècle voit également l'Iran connaître l'un des événements les plus importants de son histoire récente : la Révolution de 1978-1979, au cours de laquelle la monarchie est définitivement abolie et finalement remplacée par une République islamique. En Belgique comme dans le monde entier, cet événement attire beaucoup d'attention.

Mais la littérature belge parue sur le sujet reste globalement très modeste dans ses prétentions. Aucune tentative d'analyse de l'évènement *per se*, si ce n'est la thèse de doctorat de la sociologue Firouzeh Nahavandi, défendue à l'ULB⁸. L'auteure s'y attèle à la difficile tâche de proposer, moins de dix ans après les faits, un modèle explicatif scientifique et dépassionné de la Révolution. Après sa publication, d'aucuns lui reprocheront de proposer une vision téléologique des événements et d'adopter une approche déterministe de la psychologie des foules⁹. Du reste, les études belges sur la Révolution iranienne sont majoritairement composées de travaux de fin d'études, dont la qualité est variable et qui s'intéressent d'abord à la réception médiatique de l'évènement.

Alors qu'un mémoire défendu à la KU Leuven s'était déjà penché sur sa réception dans quelques journaux occidentaux¹⁰, le travail de Malik Léonard est le premier, en 2005, à se focaliser sur la presse belge, francophone exclusivement¹¹. Il affirme que les journaux de gauche (*Le Peuple* et *Le Drapeau rouge*) sont alors très critiques vis-à-vis du *ch?h*, de même que *Le Soir* (qu'il identifie comme neutre), tandis que les journaux de droite, qu'ils soient libéraux (*La Dernière Heure*) ou catholiques (*La Libre Belgique*), prennent plutôt sa défense. Cinq ans plus tard, un étudiant de l'Université d'Anvers offre un pendant plus spécifique encore à ce mémoire, puisqu'il n'y est plus question que de la presse néerlandophone communiste¹². Stijn Weverbergh fait état de la déception des différentes tendances communistes (prosoviétiques, maoïstes...) vis-à-vis de l'issue de la Révolution.

Les prises de position de la presse étant globalement connues, de nouveaux mémoires tenteront d'autres approches, comme celui de Brice Benoit à mi-chemin entre une étude de presse et une

étude d'opinion plus large¹³ ou notre propre contribution sur les mouvements de solidarité avec ce soulèvement en Belgique¹⁴. Tandis que Benoit avance des conclusions plus nuancées que celles de Weverbergh en soulignant le fait que de nombreuses personnalités de gauche étaient déjà conscientes des dérives possibles d'une telle révolution, notre propre recherche nous a permis de mettre au jour l'existence de réseaux de solidarités avec l'Iran au sein des milieux de gauche au sens large (communistes, socialistes, syndicalistes et catholiques progressistes). De manière générale, on peut poser le constat d'une plus grande attention portée par ces travaux aux milieux de la gauche belge, globalement plus active vis-à-vis de la Révolution, ce qui s'explique en partie par le rôle non négligeable joué par la gauche (radicale) iranienne dans le mouvement.



Affiche réalisée par le dessinateur politique belge Willy Wolsztajn pour l'Organization of the Democratic Youth and Students of Iran en 1976 (Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale, Seraing).

Si le tournant du 20e siècle constituait un moment de relations privilégiées entre la Belgique et la Perse, la Révolution iranienne est étudiée pour d'autres raisons. C'est un évènement dont le rayonnement international est relativement important, ce qui engendre des réactions partout dans le monde, y compris en Belgique. Aussi l'angle adopté ici n'est-il plus économique. Les études sur la Révolution iranienne en Belgique s'intéressent surtout aux prises de positions de la société belge vis-à-vis de l'évènement, approchées principalement par le truchement d'études de presse.

Les relations entre la Belgique et la République islamique d'Iran

La période qui suit la Révolution a été très peu étudiée par l'historiographie des relations belgo-iraniennes. On serait tenté de penser que la proximité temporelle des événements en est la cause ; cependant, dans des pays voisins, l'historiographie des relations internationales s'est davantage penchée sur cette période¹⁵. Peut-être est-ce parce que ces pays ont entretenu des liens historiques avec l'Iran qui paraissent plus évidents : dans le cas de la France, les échanges littéraires mentionnés par Tork Ladani, les études réalisées par nombre d'élites intellectuelles iraniennes dans l'Hexagone et la présence de l'*ayatollah* Khomeyni à Paris durant la Révolution en sont constitutifs.

Pourtant, la Belgique et l'Iran continuent d'entretenir, aujourd'hui encore, des relations importantes, notamment sur le plan commercial. Or, il a été démontré qu'en Belgique, les intérêts économiques priment souvent en matière de politique extérieure¹⁶. La République islamique d'Iran bafouant fréquemment des valeurs chères à la Belgique comme les droits de l'Homme, il serait intéressant de se demander dans quelle mesure des moments de tensions internationales importantes (la prise d'otages de l'ambassade des États-Unis à Téhéran (1979-1981), la Guerre Iran-Irak (1981-1988) ou la *fatwa* proclamée contre l'écrivain Salman Rushdie en 1989) ont pu influencer les relations commerciales entre les deux pays.

En 2002, alors que les rapports entre l'Iran et l'Europe connaissent une amélioration à la faveur de la présidence de Mohammad Khatami, une série de tables rondes sont organisées conjointement par l'Institut Egmont, l'Université de Liège et l'Institut d'études politiques et internationales de Téhéran¹⁷. Celles-ci réunissent des personnalités issues du monde scientifique et surtout du monde politique pour discuter, d'une part, des relations entre l'Europe et l'Iran et, d'autre part, des relations plus spécifiques entre la Belgique et l'Iran. Malheureusement, les considérations historiques y sont souvent superficielles. Des études plus poussées pourraient donc être envisagées : les relations commerciales entre la Belgique et l'Iran ont-elles été historiquement influencées par l'actualité iranienne ? Qu'en est-il de cette influence par rapport à d'autres pays d'Europe ? La Belgique a-t-elle connu des inflexions particulières ?

Dans une perspective d'histoire plus sociale, la Belgique abrite une communauté iranienne qui, bien qu'étant plus faible dans l'absolu que dans des pays voisins, n'est pas pour autant négligeable : pour l'année 1995, la population iranienne résidant légalement en Belgique est estimée à plus de 3000 personnes, sans tenir compte de la population flottante¹⁸. Seize ans plus tard, un sociologue français spécialiste de l'émigration iranienne, Nader Vahabi, réalise une étude sur le cas belge¹⁹. Il en ressort que, comme le suggère le titre de cette publication, les immigrants iraniens de Belgique n'avaient souvent pas ce pays comme projet de destination initial. Beaucoup voulaient par exemple rejoindre le Royaume-Uni mais, face à sa stricte politique migratoire, se sont installés en Belgique « par défaut ».

La monographie de Vahabi étudie minutieusement les ressorts sociologiques de cette immigration. En revanche, elle ne porte pas sur la structuration de la communauté iranienne de Belgique. Comment ces Iraniens se sont-ils organisés ? Ont-ils créé des structures associatives ? Nous avons effleuré ces questions en marge de notre travail de fin d'études. Il semble que des associations aient bel et bien été créées par les Iraniens de Belgique, que ce soit pour accueillir de futurs immigrants, s'opposer au régime de la République islamique ou tout simplement promouvoir la culture iranienne en Belgique. Ces observations dénotent avec l'image d'une communauté de

faible cohésion, qu'il conviendrait probablement de nuancer. Une étude plus approfondie, à la lisière entre histoire et sociologie, permettrait de mieux comprendre cette communauté dont la visibilité est relativement faible.

Enfin, la République islamique d'Iran étant la seule théocratie chiite au monde, il serait pertinent d'interroger son rapport avec la communauté chiite de Belgique. La littérature a montré que, dans le Royaume, différentes tendances et institutions se disputent le *leadership* de l'islam²⁰. La communauté chiite, bien que numériquement plus faible que la communauté sunnite, représenterait tout de même environ 70.000 individus, soit 10% de la population musulmane de Belgique²¹. Elle n'échappe pas non plus à ce rapport de force : de la même manière que l'Arabie saoudite entretient des contacts avec différentes institutions musulmanes belges, l'Iran a parfois tenté de s'immiscer dans la communauté chiite de Belgique, par le biais de financements notamment. L'une des lignes directrices de la politique extérieure iranienne sous Khomeyni étant « d'exporter la Révolution²² », il serait intéressant d'étudier son rapport avec la communauté chiite de Belgique. Les débats autour de l'ouverture d'un centre culturel iranien à Bruxelles en 1985, perçu par d'aucuns comme un avant-poste de la propagande de la République islamique, constituent un dossier éloquent sur le sujet.

La Belgique et l'Iran ne sont pas deux pays que l'on associe d'emblée. Toutefois, c'est cette absence même de relations évidentes qui a permis aux Belges de porter une assistance technique aux Perses au tournant du siècle dernier. L'absence apparente de relations politiques particulières peut parfois offrir des opportunités aux relations économiques et sociales. Pour les raisons évoquées ci-dessus, il nous semble donc que l'étude des relations belgo-iraniennes durant les quatre dernières décennies peut apporter de nouvelles perspectives à l'histoire de Belgique.

- Sacha Habibi

Références

1. Dumoulin, Michel, « Les premières années de la présence belge en Perse (1887-1895) », dans : *Revue belge d'histoire contemporaine*, 8:1-2 (1977), 1-52.
2. Lederer, André, « Le premier chemin de fer en Perse », dans *Bulletin des séances de l'Académie royale des sciences d'outre-mer*, 32:3 (1986), 527-546.
3. Destrée, Annette, « Quelques tentatives belges d'implantation industrielle et commerciale en Perse, dans les dernières années du XIXe siècle », dans : *Civilisations*, 38:1 (1988), 82-100.
4. Destrée, Annette, *Les fonctionnaires belges au service de la Perse. 1898-1915* (Téhéran/Liège : Bibliothèque Pahlavi, 1976).
5. *Idem*, 291.
6. Laureys, Eric, *Belgen in Perzië 1915-1941. Verwezenlijkingen, Verhoudingen en Attitudes* (Louvain : Peeters, 1996).
7. D'hulster, Kristof, « The Sojourn of Nasir al-Din Shah Qajar in Belgium from 13 to 18 June 1873 : Fait Divers or Milestone in Persian History and Persian-Belgian Relations ? », dans : Van Tongerloo, Aloïs (éd.), *Iranica Selecta : Studies in Honour of Professor Wojciech Skalmowski on the Occasion of his Seventieth Birthday* (Turnhout : Brepols, 2003), 49-66.
8. Nahavandi, Firouzeh, *Aux sources de la Révolution iranienne. Étude socio-politique* (Paris : L'Harmattan, 1988).
9. Kamrane, Ramine, Compte rendu [Nahavandi, Firouzeh, *Aux sources de la Révolution iranienne*

-], dans : *CEMOTI*, 8 (1989), 183-186.
10. Reynaert, Jelle, *De Iraanse Revolutie (1978-1979). Westerse Berichtgeving en Beeldvorming*, mémoire de licence en histoire (KUL : 2003).
 11. Léonard, Malik, *La chute du Shah et l'avènement de Khomeiny en Iran, à travers la presse francophone belge (août 1978-avril 1979)*, mémoire de licence en histoire (UCL : 2005).
 12. Weverbergh, Stijn, *Verscheidenheid Troef!? De Perceptie van de Iraanse Revolutie (1978-1979) in Vier Vlaamse Communistische Tijdschriften*, mémoire de master en histoire (UA : 2010).
 13. Benoit, Brice, *La Révolution iranienne en Belgique. Traitement médiatique et état de l'opinion au sein de la gauche*, mémoire de master en histoire (ULB : 2018).
 14. Habibi, Sacha, « *Un appel à tous les démocrates belges épris de paix et de liberté* ». *Les solidarités avec la Révolution iranienne en Belgique (1976-1978)*, mémoire de master en histoire (ULiège : 2020).
 15. En France, par exemple, de nombreux travaux ont été réalisés pour des périodes ciblées (notamment des thèses de doctorat). Pour une étude générale, voir Tork Ladani, Safoura, *L'histoire des relations entre l'Iran et la France. Du Moyen Âge à nos jours* (Paris : L'Harmattan, 2018).
 16. Coolsaet, Rik, *België en zijn Buitenlandse Politiek. 1830-2015* (Louvain : Uitgeverij Van Halewyck, 2014).
 17. *Studia diplomatica*, 55:2 (2002), numéro thématique « Relations Between the Islamic Republic of Iran, the European Union and Belgium ».
 18. Perrin, Nicolas et Schoonvaere, Quentin, *Rapport statistique et démographique 2008. Migrations et populations issues de l'immigration en Belgique* (Bruxelles : Groupe d'étude de démographie appliquée de l'UCL/Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, 2009), 111.
 19. Vahabi, Nader, *La migration iranienne en Belgique. Une diaspora par défaut* (Paris : L'Harmattan, 2011).
 20. Ettourki, Karim et Khoojinian, Mazyar, « La communauté musulmane », dans : Van Den Eeckhout, Patricia et Vanthemsche, Guy (dir.), *Sources pour l'étude de la Belgique contemporaine. 19e-21 siècle*, vol. 2 (Bruxelles : Commission royale d'histoire, 2017), 1301-1310.
 21. Lazăr, Marius, « La formation de la communauté chiite en Belgique. Au carrefour de l'immigration, des dynamiques de conversion et des rivalités sectaires musulmanes transnationales », dans : *Transylvanian Review*, 28:4 (2019), 127-142.
 22. Ramazani, « Ruhi » Ruhollah *Independance without Freedom. Iran's Foreign Policy* (Charlottesville/Londres : University of Virginia Press, 2013).